

VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 20 - 4 juin 2021



Fait marquant

Climat & énergie

- Des députés conservateurs défient le Gouvernement sur la réduction du budget de l'aide au développement
- ➡ Sadiq Khan annonce une "révolution de la rénovation des logements" à Londres

Environnement

- 🖶 Le Grand Glasgow prévoit la plantation de 18 millions d'arbres d'ici à 2030
- 🖷 Le RU classé dernier en Europe pour la qualité des eaux de baignade

Industrie

- *Britishvolt* va lancer prochainement la construction d'une méga-usine produisant des cellules de batteries électriques
- ── Un navire devrait être construit au Royaume-Uni pour promouvoir l'industrie et les intérêts britanniques dans le monde

Transport

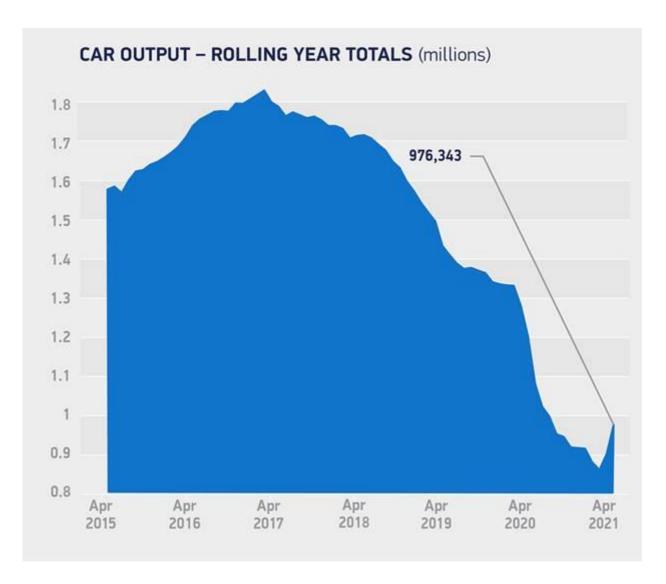
Le Gouvernement durcit les conditions d'entrée en Angleterre en restreignant le nombre de pays sur les listes verte et orange

` Fait marquant

TfL pourrait obtenir 1 Md£ dans le cadre d'un nouveau plan de sauvetage loin de faire l'unanimité

Transport for London (TfL), l'autorité publique de transport londonienne présidée par le maire de Londres Sadiq Khan, est sur le point de conclure un nouvel accord de sauvetage avec le Gouvernement pour un montant d'1 Md£. Ce plan, s'il est adopté, devrait permettre à TfL de fonctionner pendant au moins six mois supplémentaires mais devra certainement être complété à l'automne par un nouveau plan d'aide. TfL, très pénalisé depuis le début de la pandémie par la chute du nombre de passagers et des revenus associés aurait déjà reçu 4,9 Md£ dans le cadre de trois plans de sauvetage successifs depuis mars 2020. Le quatrième en discussion, que le maire de Londres qualifie de « rustine supplémentaire », prévoit que TfL réduise ses dépenses courantes de 300 M£ sur l'année 2021-2022 et identifie de nouvelles sources de revenus pour un montant compris entre 500 M£ et 1 Md£ par an à partir de 2023. Ces nouvelles exigences financières s'ajoutent à celles existantes, qui prévoient que TfL réduise ses dépenses de 730 M£/an d'ici à 2025. TfL pourrait introduire une nouvelle taxe applicable aux automobilistes du Grand Londres, accroître de manière significative la zone du péage urbain londonien (congestion charge zone) ou encore augmenter de 17 % sur plusieurs années les tarifs des transports publics. Le Gouvernement a également « invité » Sadiq Khan à réfléchir à l'introduction d'une "taxe touristique" ou de taxes d'aménagement. L'accord pourrait également prévoir que TfL accélère l'introduction de trains sans conducteurs sur deux lignes de métro et réforme son régime de retraites, considéré comme très avantageux par le Gouvernement, ce qui pourrait provoquer des protestations de la part des syndicats et des personnels.

Graphique de la semaine



Les derniers chiffres de production automobile au Royaume-Uni en avril marquent un net rebond, même s'ils demeurent sensiblement inférieurs à ceux d'avant la pandémie. Ils montrent également une évolution croissante vers les véhicules électrifiés: 22,8 % de l'ensemble de la production automobile britannique d'avril concernait ainsi des voitures électriques à batterie, hybrides rechargeables et hybrides. (source: SMMT - April UK car production rebounds, but remains short of recovery - SMMT)

Climat et Energie

Des députés conservateurs défient le Gouvernement sur la réduction du budget de l'aide au développement

Trente députés conservateurs, dont l'ancienne Première ministre Theresa May, continuent de s'opposer fermement à la réduction du budget de l'aide au développement (APD), qui est passé de 0,7 à 0,5 % du PIB en 2021. Certains députés, dont Andrew Mitchell, ancien ministre en charge du Développement International, qui mène cette contestation, estiment qu'un non-respect des engagements financiers britanniques envers les pays qui en ont le plus besoin, notamment pour lutter contre les effets du changement climatique, pourrait fortement affaiblir la présidence britannique du G7 prévu la semaine prochaine et celle de la COP 26 prévue en novembre à Glasgow. Bien qu'ayant très peu de chances de faire reculer le Gouvernement sur ce sujet, les députés déposeront dès lundi à la Chambre des Communes un amendement au projet de loi Advanced Research and Innovation Agency prévoyant une hausse du budget de l'APD dès 2022. Selon Politico, des dissensions existeraient au sein du Gouvernement sur ce sujet. Alok Sharma Président désigné de la COP 26 aurait très peu apprécié cette réduction de l'APD qui nuirait au message de sa Présidence demandant aux pays du G7 et plus largement, à la communauté internationale, de nouveaux engagements financiers pour le climat.

Sadiq Khan annonce une « révolution de la rénovation des logements » à Londres

Le maire de Londres <u>a dévoilé le 2 juin un ensemble de mesures devant permettre de décarboner les logements londoniens, de réduire les factures des ménages et les émissions de carbone, tout <u>en créant des emplois verts dans la capitale</u>. A travers la mise en place d'un nouveau Partenariat pour l'Innovation (*Innovation Partnership*), Sadiq Khan entend faciliter la mise en relation des promoteurs de logements sociaux avec les entreprises de construction et les accompagner dans toutes les étapes de la rénovation des logements. En outre, il s'est vu confier par le ministère de l'Economie et de l'Energie (BEIS) la gestion d'un nouveau centre d'excellence en matière de rénovation, doté de 3,5 M£, visant à fournir un soutien technique et des conseils aux gestionnaires de logements sociaux qui cherchent à rénover des logements vieillissants. Il devra également les accompagner dans le dépôt de dossiers pouvant bénéficier du *Social Housing Decarbonisation Fund* lancé par le Gouvernement et doté de 160 M£. Londres a le troisième plus haut niveau de pauvreté énergétique du pays et le *borough* londonien de Barking détient le taux de pauvreté énergétique le plus élevé d'Angleterre. Les émissions de carbone liées aux logements et aux lieux de travail représentent 78 % des émissions totales de la capitale.</u>

Environnement

Le Grand Glasgow annonce la plantation de 18 millions d'arbres

Huit councils areas du Grand Glasgow ont approuvé le projet Clyde Climate Forest, s'engageant ainsi à planter 18 millions d'arbres – soit 10 arbres par habitant – d'ici à 2030, afin de couvrir 20 % du territoire en espèces locales. Alors que la région est déjà l'une des plus humides du RU, le réchauffement climatique pourrait apporter davantage de tempêtes, des périodes de précipitations plus longues et des vagues de chaleurs plus fréquentes. Le projet de reboisement devrait contribuer à atténuer certains des effets associés du changement climatique, comme les inondations, les glissements de terrain et l'érosion qui menacent les communautés périphériques et littorales, les liaisons ferroviaires et les routes, ainsi qu'à absorber les émissions de CO2 et à restaurer la biodiversité. A six mois de la COP26 à Glasgow en novembre prochain, cette initiative ambitieuse doit permettre à la ville et plus largement, à l'Ecosse, d'apparaître en pointe sur les sujets environnementaux.

Le RU classé dernier en Europe pour la qualité de l'eau dans ses zones de baignade

Le <u>RU a été classé dernier du classement de l'agence européenne pour l'environnement sur la qualité de l'eau dans ses zones de baignade</u>. Selon le <u>rapport</u> de l'Agence, seulement 17 % des zones de baignades britanniques respecteraient la norme de qualité la plus stricte de l'Union européenne (qualité « excellente »), contre une moyenne de 83 % dans les autres pays de l'UE. Ce mauvais classement serait notamment lié au <u>manque de données collectées au RU en 2020</u>, où les restrictions de Covid-19 ont empêché l'échantillonnage sur 457 sites de baignade, soit plus de 70 % du total. *The Guardian* a néanmoins rappelé que le RU affiche depuis des années des résultats médiocres en matière de qualité des eaux de baignade. Dans cette étude comparative annuelle des 27 Etats membres de l'UE, incluant également la Suisse et l'Albanie, le RU était classé 25ème en 2019 avec 66 % de ses zones de baignade d'excellente qualité. Il s'agissait de la dernière étude sur la qualité de l'eau dans les zones de baignade impliquant le RU, qui a cessé d'appliquer le droit communautaire depuis janvier 2020..



Britishvolt va lancer prochainement la construction de sa méga-usine de production de cellules de batteries électriques

La start-up anglaise <u>Britishvolt</u> doit lancer dans les semaines à venir la construction d'une usine qui, une fois opérationnelle, pourra produire assez de cellules de batteries pour alimenter 300 000

véhicules électriques. Située à Blyth, Northumberland (nord-est de l'Angleterre), cette usine, dont le coût de construction avoisinerait 2,6 Md£ pourrait être opérationnelle dès 2023 et atteindre une capacité de production maximale en 2027. Graham Hoare, ancien PDG de Ford UK, récemment nommé à la tête de la start-up, a affirmé cette semaine que l'Europe se trouverait en pénurie de batteries électriques d'ici à 2050, représentant ainsi une opportunité à l'export pour l'industrie britannique. The Times indique toutefois que le secteur de la construction automobile au RU pourrait avoir besoin de l'équivalent de trois méga-usines de ce type. Par ailleurs, la presse britannique a fait état, à la fin du mois de mai, d'une possible recherche de site en vue de l'implantation d'une usine Tesla au Royaume-Uni, à la suite d'une récente visite de son PDG Elon Musk.

Un navire devrait être construit au Royaume-Uni pour promouvoir l'industrie et les intérêts britanniques dans le monde

Le Premier ministre Boris Johnson a annoncé le 30 mai la <u>construction d'un navire au Royaume-Uni pour promouvoir les intérêts britanniques et accueillir des évènements commerciaux dans le monde</u>. Le bâtiment devrait également contribuer à créer des emplois dans l'industrie navale et mettre en avant le savoir-faire britannique. Appelé à remplacer le Royal Yacht Britannia, retiré du service en 1997, <u>le navire pourrait, selon la presse, coûter environ 200 M£</u>.

Transport

Le Gouvernement durcit les conditions d'entrée en Angleterre en restreignant le nombre de pays sur les listes verte et orange

Alors que <u>des rumeurs évoquaient depuis plusieurs jours une possible extension de la liste des pays ou îles « verts »</u>, à partir desquels les voyageurs ne sont pas astreints de s'isoler à l'arrivée en Angleterre, la <u>première actualisation de la liste par catégorie</u> (vert / orange / rouge), le 3 juin, a au contraire renforcé les contraintes en vigueur depuis la ré-autorisation des voyages internationaux, le 17 mai. Ainsi, le Portugal basculera à compter du 8 juin de la liste des pays « verts » vers celle des pays « oranges », tandis que 7 nouveaux pays (Afghanistan, Barheïn, Costa Rica, Egypte, Sri Lanka, Soudan et Trinidad et Tobago) seront intégrés à la liste rouge (depuis ces pays, l'entrée en Angleterre n'est autorisée que pour les nationaux et résidents, qui doivent s'isoler 10 jours dans un hôtel dédié, à leurs frais). Cette décision, qui s'ajoute aux mesures de restriction adoptées par plusieurs pays, notamment européens, à l'égard des touristes britanniques, du fait de la progression du variant « Delta » ou « indien » de la Covid19 au Royaume-Uni, a entraîné une baisse de la valeur boursière de plusieurs entreprises liées au transport aérien au cours de la journée (*Easyjet* et *Ryanair* perdant ainsi respectivement 4,96 % et 4,15 %).

VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT DE LONDRES

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <u>www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international</u>



Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres Margot Bloch, Gautier Houel, Inès Urman, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner

londres@dgtresor.gouv.fr